



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de l'assainissement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Coopération décentralisée - Conventions financières - Convention-cadre de coopération décentralisée - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

La loi Oudin-Santini, adoptée en 2005, autorise les collectivités, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets annexes eau potable et assainissement à des actions de solidarité internationale dans ces domaines. Cet investissement représente une contribution intéressante pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'ONU en 2015.

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a montré la volonté de développer la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau. Ainsi, un « fonds eau » a été constitué, ayant déjà permis de soutenir une dizaine de projets pour un montant de 170 000 €.

Dans l'attente d'un appel à projets prévu pour 2020, il s'agit de continuer à financer des projets en cours pour permettre leur finalisation, d'approuver le projet de convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Municipalité de Kiffa / Assaba – Mauritanie dans la continuité de la première convention de coopération signée en 2016 et enfin, de soutenir financièrement un nouveau projet au Togo porté par l'association Hydraulique Sans frontières.

10 communes du sud du Burkina Faso – Association Secours Catholique, antenne de Montpellier :

L'Association Secours Catholique et Montpellier Méditerranée Métropole accompagnent un partenaire local, OCADES Caritas Burkina, dans la réalisation du projet intitulé : « *Projet de renforcement des conditions d'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement dans 10 communes du Burkina Faso* ». Ce projet a bénéficié de l'appui de la Métropole en 2017 et 2018, complément du financement de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse.

A la demande du partenaire local, il apparaît nécessaire de consolider les résultats obtenus à travers un nouveau projet d'une durée d'un an (juillet 2019-juin 2020). Ce projet aura pour objectif de renforcer l'appropriation des connaissances, les capacités de gestion des ouvrages par les populations locales et les autorités communales, la bonne gouvernance et la concertation en vue de pérenniser les installations hydrauliques et d'assurer l'autonomie des acteurs.

Pour atteindre cet objectif, le projet prévoit :

- d'améliorer durablement le fonctionnement du système de maintenance des points d'eau mis en place dans chacune des 10 communes de la zone d'intervention du projet ;
- de renforcer la promotion des bonnes pratiques d'hygiène, d'assainissement et d'écologie (protection de l'environnement) ;
- de renforcer les capacités de redevabilité des acteurs du service public en milieu rural et la cohésion sociale pour une meilleure gestion des ressources naturelles (eau, etc).

Le coût du projet est estimé à 207 210 € TTC avec le plan de financement suivant :

- Autofinancement OCADES Caritas Burkina : 5 000 €, soit 2% (acquis) et Secours Catholique-Caritas France (SCCF) : 86 605 €, soit 42% (acquis) ;
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse : 103 605 € (50%) ;
- Département de l'Hérault : 5 000 € (2%) ;
- Syndicat Mixte du Bas Languedoc : 2 000 € (1%) ;
- **Montpellier Méditerranée Métropole : 5000 € (2%).**

La ville de Zahlé (Liban) – Association APIEU (Montpellier) :

L'objectif de ce projet est de contribuer à l'amélioration et la pérennisation de la gestion de l'eau à Zahlé (60 000 habitants) et dans la Bekaa, par la mobilisation des eaux souterraines.

Les objectifs spécifiques sont :

- d'aider à la prise de décision pour le développement d'infrastructures adaptées aux possibilités hydrogéologiques et aux réalités sociales. Eviter les conflits latents à travers la concertation ;
- formuler sur la base de cette expérience pilote à Zahlé des recommandations méthodologiques et d'organisation institutionnelle en matière de gestion des ressources en eau au Liban.

La durée totale de cette opération est estimée à 3 ans, une première phase de 12 mois a fait l'objet d'une première convention en 2017. La présente convention concerne la deuxième phase du projet.

La deuxième tranche du projet sera centrée sur l'accompagnement d'études préalables destinées à identifier le potentiel et les priorités du territoire du Grand Zahlé en termes de dés-imperméabilisation des sols dans le triple objectif de :

- préparer un cadre pour mener des actions d'adaptation au changement climatique qui auront un impact bénéfique sur la ressource (moins de pollution diffuse, meilleure pénétration et recharge des nappes, moins de gaspillage) ;
- identifier des actions phares qui puissent avoir un impact notable sur le partage et l'économie de l'eau dédiée au réseau domestique ;
- renforcer la coopération entre les acteurs clés de l'eau, les mobiliser dans une dynamique collective pour la protection et le partage de l'eau en vue de sécuriser l'eau potable.

Plan de financement : coût du projet 100 200 € TTC

- Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse : 37 359 € soit 37% ;
- **Métropole Montpellier Méditerranée : 16 861 € soit 17% ;**
- Département de l'Hérault : 5 000 € soit 5% ;
- Région Occitanie : 5 000 € soit 5% ;
- Etablissement des Eaux de la Bekaa : 36 000 € soit 36%.

5 villages du District de Salem (Inde) – Association Kynarou France, Antenne de Montpellier :

L'objectif de ce projet est d'améliorer les conditions de vie quotidienne des populations défavorisées et intouchables du Sud de l'Inde. Il fait suite au déploiement du même projet soutenu par la Métropole pour 6 villages dans le district de Theni.

Localisation : Inde, Tamil Nadu, District de Salem, 5 villages : Mettutheru, Kaligoundanur, Vellappampatti, Upparapatti, Ambedkhar Colony. Le village sélectionné pour démarrer le projet et qui fait l'objet de cette convention est Mettutheru.

Objectifs spécifiques :

- permettre le droit à l'eau et à l'assainissement pour les 5000 bénéficiaires de ce projet (5 villages en tout), qui en sont actuellement privés, par la réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable, la construction de sanitaires communautaires et la mise en place de systèmes intégrés de gestion des déchets ;
- mener de vastes campagnes de sensibilisation auprès des villageois afin que la société civile puisse se former et appréhender de manière plus globale la gestion de l'eau ;
- créer des comités de gestion dans chaque village pour que chaque comité soit responsable de la gestion locale des ressources hydriques ;
- renforcer les compétences techniques et générales des acteurs locaux ;

- préserver l'environnement et ses ressources naturelles grâce à des choix techniques innovants et respectueux des terres, afin de limiter au maximum les conséquences du réchauffement climatique ;
- sensibiliser les femmes à l'agriculture agro-écologique en créant un jardin biologique « vitrine ». Ce jardin utilisera les eaux usées du système d'assainissement des toilettes. Il servira de modèle pour la mise en place de 30 jardins biologiques dans chaque village. Tous ces jardins biologiques seront sans amendements chimiques et sans pesticides et utiliseront des techniques agro-écologiques préservant leur environnement naturel, fournissant une alimentation saine et des revenus supplémentaires.

La durée totale de cette opération est estimée à près de 1 an : 8 mois de réalisation technique et 4 mois de suivi et d'accompagnement des populations. Le projet est d'un montant total de 350 902 € TTC. Le plan de financement prévisionnel, est le suivant :

- KYNAROU : 9 202 € soit 3% ;
- Participation locale : 10 000 € soit 3% ;
- Valorisation du travail bénévole : 2 700 € soit 1% ;
- Rainbow Bridge : 50 000 € soit 14% ;
- **Métropole Montpellier Méditerranée : 10 000 € soit 3% ;**
- Demandes de subvention à solliciter : 269 000 € soit 77%.

Adduction d'eau potable et aménagement de latrines dans 2 villages du canton de Tchitchao au TOGO – Hydraulique Sans frontières

L'objectif du projet est l'adduction d'eau potable sur les communes de Lohou et Hazé, ainsi qu'une amélioration de l'assainissement, avec accompagnement par une sensibilisation et un renforcement des capacités de gestion. Les objectifs spécifiques sont :

- améliorer durablement l'accès à l'eau potable, et alléger la corvée d'eau ;
- contribuer à l'appropriation de l'assainissement écologique et durable au niveau communautaire par l'aménagement de latrines sèches ;
- renforcer l'organisation communautaire (exploitation et gestion) du village afin d'assurer une utilisation pérenne des ouvrages ;
- sensibiliser les bénéficiaires à l'hygiène et les former à l'usage des installations.

Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour la réalisation des ouvrages. La durée totale de cette opération est estimée à 7 mois. Le projet est d'un montant total de 330 508 € TTC. Le montage financier proposé est le suivant :

- Participation locale : 15 738 € soit 5% ;
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse : 200 265 € soit 61% ;
- Pays Voironnais : 20 000 € soit 6% ;
- **Métropole Montpellier Méditerranée : 31 091 € soit 9% ;**
- Régie des Eaux gessiennes : 40 000 € soit 12% ;
- Communauté de Communes du Genevois : 23 414 € soit 7%.

Municipalité de Kiffa (Mauritanie) – Montpellier Méditerranée Métropole :

La ville de Kiffa, deuxième agglomération de Mauritanie après Nouakchott, comptait officiellement au dernier recensement, de l'ordre de 55 à 60 000 habitants. Cependant, Kiffa, est également la dernière ville la plus à l'est, hors des zones perturbées et sur le parcours migratoire historique des éleveurs nomades. En conséquence, un grand nombre de ces éleveurs nomades se sont récemment sédentarisés autour de la ville de Kiffa, portant sa population entre 75 et 80 000 habitants permanents. Face aux difficultés d'accès à l'eau potable de la ville et des environs de Kiffa, qui concernent près de 35 000 personnes, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité, en avril 2016, participer à une étude de définition pour identifier les ressources exploitables, sélectionner le dispositif technique le mieux adapté au contexte, et envisager les organisations de gestion, gages de durabilité d'un dispositif d'adduction en eau potable. Cette première

phase s'est terminée par l'identification d'un site où se trouvent plusieurs forages, à environ 20 km de Kiffa. Ensuite, il a été nécessaire de confirmer la capacité et la qualité de cette ressource. Pour cela, la Métropole a soutenu financièrement les investigations supplémentaires, qui ont démontré que les tests sur les forages sont positifs.

Compte tenu de l'intérêt du projet, sa validité technique, et de la sollicitation de la Métropole par le collectif régional des maires de l'Assaba, dont le Président est le maire de Kiffa, il est proposé de continuer cette coopération décentralisée à travers une convention cadre de coopération décentralisée. Cette coopération permet à la Métropole de s'inscrire dans les programmes d'échange et de valorisation mutuelle sur le pourtour méditerranéen, parmi lesquels le « *Dialogue 5+5 sur la méditerranée occidentale* ».

Cette coopération a pour objectif de favoriser les échanges et transfert d'expériences entre les institutions signataires, dans un objectif de valorisation des collectivités et de renforcement mutuel des capacités des services de chacun. Elle visera également à promouvoir les échanges et actions de coopération entre acteurs institutionnels, universitaires, économiques et représentants de la société civile présents sur les territoires respectifs des signataires. Cette convention-cadre est signée pour une durée de 3 ans.

A travers cette convention-cadre, il s'agit de permettre la réalisation de l'adduction d'eau potable complémentaire à la municipalité de Kiffa, mais également de travailler sur la gestion préventive des réseaux pour éviter les fuites et l'organisation des services. Pour ce deuxième point, il est en particulier envisager un transfert de savoir-faire et de technologies qui se fera au sein des services centraux de la Société Nationale Des Eaux (SNDE) à la capitale, Nouakchott. Le réseau de la SNDE à Kiffa sera utilisé comme terrain pilote de « *formation-action* ».

L'estimation du projet global est de l'ordre de 1,6 M € TTC, dont 1 million d'investissement pour les équipements et les travaux. Il est suggéré de mobiliser l'Agence de l'Eau et de solliciter l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre d'une Facilité de financement des collectivités territoriales françaises (FICOL).

Plan de financement proposé sur 3 ans :

- **Montpellier Méditerranée Métropole : 60 000 € soit 4% ;**
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse : 400 000 € soit 24% ;
- Contribution SNDE : 200 000 € soit 12% ;
- Contribution de l'Etat Mauritanien : 200 000 € soit 12% ;
- AFD / FICOL : 800 750 € soit 48%.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le financement des projets décrits ci-dessus ;
- approuver les termes des conventions de coopération décentralisée afférentes ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 67 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-93562-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 190424 Projet convention cadre v2.docx
- Convention Montpellier-HSF-Tchitchao TOGO.docx
- convention_financement an2_Liban-Zahle_APIEU_vf.docx
- convention_V6_financement_Burkina_SecoursCatholiqueCaritasFrance.docx
- convention_V6_financement_IndeTheni_KYNAROU.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.